

MOYEN-ORIENT

30 avril 2026

Le Qatar rompt avec le Hamas et voilà le pays de l'Otan qui semble vouloir devenir son nouveau sponsor


En rompant avec le Hamas, le Qatar rebat les cartes d'un jeu régional déjà fracturé. Toute la recomposition des alliances entre l'islamisme sunnite, les rivalités régionales et les équilibres occidentaux se redessinent, sur fond de tensions croissantes avec l'OTAN.

 Michel Fayad ↗

7 min de lecture

 PARTAGER

 CLASSER

 Écoutez cet article 10:13min

Atlantico : La Turquie a toujours joué sur sa géographie, cultivant un rôle historique de pont entre l'Europe, l'Asie et le Moyen-Orient. Mais en s'apprêtant à offrir une base arrière officielle à la direction du Hamas, Erdogan ne rompt-il pas avec son statut traditionnel de courtier diplomatique ?

Michel Fayad : La question est bien posée, mais elle part d'un présupposé que je conteste : l'idée que la Turquie d'Erdoğan aurait jamais été un courtier neutre. Ce qu'on appelle son « rôle de pont » entre l'Occident et le monde musulman n'a jamais été qu'un habillage diplomatique commode pour un projet beaucoup plus cohérent : celui d'une puissance islamiste qui ne dit pas son nom.

Regardez les faits tels qu'ils sont. La Diyanet – l'administration religieuse d'État turque – gère plus de 82 000 mosquées sur le sol national et en finance plus de 2 000 à l'étranger, des Balkans aux Pays-Bas, de l'Allemagne à la France. Ankara a soutenu, financé et armé des groupes djihadistes tout au

long de la guerre en Syrie, jusqu'à Hayat Tahrir al-Cham – ancienne filiale syrienne d'Al-Qaïda – qui a mené l'offensive victorieuse contre Assad en décembre 2024. La Turquie occupe militairement un tiers de Chypre depuis 1974 – seul cas d'occupation du territoire d'un État membre de l'Union européenne par un pays tiers – et a contribué de façon décisive à l'expulsion de 120 000 Arméniens du Haut-Karabakh en 2023.

À lire aussi

Guerre en Ukraine : qui a vu que la Russie avait reculé de ses lignes de front depuis mars 2022 ?

Viatcheslav Avioutskii

Ce n'est pas un courtier qui perd la mesure. C'est un acteur islamiste qui a perfectionné l'art de parler le langage de l'OTAN à Bruxelles et celui de la oumma à Istanbul. En accueillant la direction politique du Hamas, Erdoğan ne rompt pas avec sa tradition : il l'assume enfin ouvertement. Il offre à un mouvement issu de la matrice des Frères Musulmans – dont l'AKP partage l'idéologie – un sanctuaire politique que sa propre appartenance à l'Alliance atlantique est censée rendre inattaquable.

Le terme « cobelligérant » est peut-être excessif au sens militaire strict, mais sur le plan stratégique, la Turquie devient une partie prenante assumée d'un camp – et non un facilitateur neutre. Elle cesse d'être utile comme intermédiaire aux yeux des capitales arabes modérées comme des chancelleries occidentales. Ce n'est pas une dérive : c'est l'aboutissement logique d'un projet.

Le calcul de politique intérieure pourrait sauter aux yeux : l'opinion turque est relativement pro-palestinienne et Erdogan a besoin de se poser en leader du monde sunnite. Mais au-delà des postures, est-ce vraiment tenable sur le plan géopolitique ?

À lire aussi

La Russie a désormais accumulé les plus lourdes pertes humaines subies par n'importe quelle puissance depuis 1945 et voilà où cela pourrait la mener

Viatcheslav Avioutskii et Jérôme Pellistrandi

C'est la contradiction centrale – et elle est réelle. Mais l'OTAN a déjà prouvé qu'elle pouvait tolérer beaucoup de la Turquie : l'achat des systèmes russes S-400, les blocages répétés sur les adhésions suédoise et finlandaise, la politique autonome en Syrie, les relations commerciales maintenues avec Moscou après 2022. À chaque fois, l'Alliance a arbitré en faveur du maintien, parce que l'exclusion coûterait trop cher – Incirlik, le Bosphore, les Dardanelles, le flanc sud-est.

Mais il faut aller plus loin dans l'analyse. Ce que l'Occident n'a pas voulu voir depuis vingt ans avec la Turquie, c'est exactement ce qu'il refuse de voir avec les pétromonarchies arabes du Golfe : une dépendance structurelle qui paralyse le jugement moral et stratégique. On vend des Rafale à l'Arabie Saoudite en fermant les yeux sur les réseaux wahhabites qu'elle finance en France. On maintient la Turquie dans l'Alliance en fermant les yeux sur son soutien aux mouvements islamistes en Syrie et ailleurs. C'est un système qui produit de l'aveuglement organisé.

Cela dit, accueillir la direction d'une organisation classée terroriste par Washington et Bruxelles crée une tension structurelle d'une **nature** différente. Si des activités de financement ou de planification opérationnelle depuis le sol turc sont un jour documentées – et la pression américaine sous Trump est autrement plus sérieuse que sous ses prédécesseurs sur ce point –, les marges de manœuvre d'Erdoğan se réduiront. L'économie turque, fragilisée, ne peut pas se permettre des sanctions ciblées de grande ampleur. Ce n'est pas intenable à terme : c'est instable, selon une logique de friction permanente plutôt que de rupture immédiate.

À lire aussi

Réforme universitaire en Chine : des doctorants sont dispensés d'écrire leur thèse s'ils développent un produit, une technologie ou une solution industrielle concrète

Emmanuel Lincot

Si le Hamas s'installe en Turquie, il se place de facto sous un « parapluie » militaire atlantiste. Qu'est-ce que cela signifie sur le plan opérationnel ?

Le parapluie existe. Il est politique plus que militaire, mais il est réel. Mener une opération d'élimination sur le sol d'un pays membre de l'Alliance atlantique représente un coût diplomatique sans commune mesure avec ce

qu'**Israël** a pu faire dans un État du Golfe ou en Tunisie. Ce n'est pas une règle absolue – les services israéliens, et le Mossad en particulier, ont agi dans des environnements hostiles bien plus contraignants –, mais le risque d'escalade est d'une autre nature quand le pays concerné peut formellement invoquer la solidarité de l'Alliance, même si l'article 5 resterait dans les faits inapplicable.

Ce que cela change concrètement, c'est le coût des opérations ciblées. La direction politique du Hamas ne cherche pas seulement un bureau : elle cherche une immunité territoriale. Et cette immunité, même partielle, lui permettra de coordonner, de lever des fonds, de communiquer, et de se reconstruire plus sereinement qu'elle ne pouvait le faire au Qatar, dont la protection était avant tout de nature diplomatique. Istanbul est historiquement un hub de financement et de blanchiment pour les réseaux islamistes – cette géographie n'est pas neutre.

À lire aussi

La nouvelle bataille du gaz en Méditerranée orientale : pourquoi le Liban reste à la marge

Pascale Abou Nader

En revanche, cette sanctuarisation relative ne protège pas le Hamas dans la Bande de Gaza et en Cisjordanie. Et elle ne neutralise pas les capacités de renseignement électronique, de pression financière sur les circuits de financement, ou de recrutement de sources humaines. Elle déplace le centre de gravité du problème sans le résoudre.

Revenons sur le déclencheur de ce transfert : le Qatar. Doha a mis fin à 20 ans de parrainage parce que le Hamas a eu une réaction jugée trop faible lors des frappes iraniennes de l'Opération Roaring Lion. Le Qatar vient-il de prouver, avec un cynisme, que sa propre sécurité territoriale primait sur toute considération idéologique envers la cause palestinienne ?

Ce n'est pas si simple – et c'est précisément là que la lecture superficielle trompe.

Le Qatar n'est pas un **acteur** sans conviction idéologique qui aurait simplement utilisé le Hamas comme pion avant de s'en débarrasser quand il devenait encombrant. Doha est un financier authentiquement engagé dans le

projet islamiste sunnite frériste : al-Jazeera a donné pendant des années une tribune à des prédicateurs comme Yusuf al-Qaradawi, qui légitimait le terrorisme et appelait à imposer la charia. Les réseaux fréristes en France, en Belgique, au Royaume-Uni ont bénéficié de financements qataris. En France même, l'UOIF (désormais Musulmans de France) – branche française des Frères Musulmans – est devenue l'interlocuteur privilégié des gouvernements successifs, en partie grâce à cette infrastructure.

À lire aussi

Quand l'un des principaux opposants à Vladimir Poutine décrit la bulle de paranoïa dans laquelle le régime enferme les Russes

Cyrille Amoursky

Ce que l'expulsion du Hamas révèle n'est donc pas la victoire du pragmatisme sur l'idéologie. C'est une contradiction interne au camp islamiste lui-même. Le Hamas avait commis une erreur stratégique profonde : en s'alignant trop étroitement sur l'axe iranien, il s'était éloigné de sa matrice originelle – les Frères Musulmans sunnites – pour se rapprocher d'un pôle chiite que le monde sunnite du Golfe considère comme un rival, sinon un ennemi. Quand l'Opération Roaring Lion a mis Doha face à un choix existentiel, le Qatar n'a pas renoncé à l'islamisme sunnite. Il a tranché en faveur de sa propre cohérence idéologique : couper le lien avec ce qui était devenu un passif pro-iranien, pas avec le projet frériste dont il reste l'un des principaux parrains mondiaux.

C'est en cela que l'expulsion est révélatrice : elle expose non pas la fin du soutien qatari à l'islamisme, mais la fracture chiite-sunnite. Le Hamas a cru pouvoir s'asseoir à deux tables. Il a perdu les deux.

Cette expulsion soudaine casse le mythe d'un soutien frériste ou sunnite inconditionnel. Le Hamas est-il aujourd'hui diplomatiquement en [faillite](#), réduit à chercher refuge chez le plus offrant au gré des rapports de force régionaux pour assurer sa simple survie ?

À lire aussi

Les Baháís, cette minorité iranienne dont personne ne parle, et qui endure de terribles persécutions en Iran

Emmanuel Razavi

Il faut ici distinguer deux niveaux que l'on confond trop souvent.

L'appareil politique extérieur – les bureaux, les réseaux de représentation, les canaux discrets avec les chancelleries – est effectivement en déconfiture. Perdre Doha, c'est perdre vingt ans d'infrastructure diplomatique. La Syrie post-Assad n'est plus un refuge fiable. L'Iran est affaibli par les frappes. Ce tableau est sombre.

Mais le Hamas n'est pas une organisation diplomatique. C'est une branche palestinienne des Frères Musulmans, dont la raison d'être est idéologique et militaire. Et sur ce plan, la logique est celle qu'Arafat lui-même avait exposée : en mai 1994, dans une mosquée de Johannesburg, il avait comparé les Accords d'Oslo au Traité de Hudaibiyya – cette trêve que Mahomet conclut en 628 avec les Mecquois avant de la rompre pour conquérir La Mecque. Ce n'était pas une métaphore : c'était un programme. Le Hamas raisonne de la même façon. Il n'y a pas de paix permanente avec les non-musulmans dans cette conception de l'islam – seulement des hudna, des trêves tactiques quand le rapport de forces est défavorable.

Sur le plan opérationnel, les Brigades al-Qassam ont toujours fonctionné de façon largement autonome par rapport à la direction politique en exil. L'objectif du Hamas aujourd'hui est de survivre suffisamment longtemps pour que la recomposition régionale lui offre un espace de reconstruction. Pour le financement, les circuits existent : réseaux de la diaspora, Istanbul comme hub historique, Iran malgré les tensions, cryptomonnaies et hawala, taxes sur l'économie de Gaza y compris sur l'aide humanitaire.

Ce qui est peut-être plus important à souligner : le Hamas ne choisit pas la Turquie par affinité stratégique. Il y va par nécessité vitale. Et Erdoğan l'accueille non par solidarité fraternelle, mais parce qu'il y voit une opportunité d'influence dans un Moyen-Orient en recomposition : si l'axe chiite iranien recule, la Turquie est en position idéale pour s'imposer comme puissance de référence du monde sunnite. Le Hamas devient alors un actif dans ce jeu, comme il l'a été pour Doha – jusqu'à ce qu'il cesse de l'être.

MOTS-CLES

Qatar , Turquie , OTAN , alliés , alliance , stratégie , défense , Guerre en Iran , Iran , Moyen-Orient , atouts , Erdogan , Hamas , Palestine

THEMATIQUES

International